



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail



Appel d'Offres Ouvert Simplifié sur offres de prix

N°131/2025

Financement : Projets OFPPT Hors Coopération

La mise à niveau de la salle des ouvertures et son locale archive au siège de l'OFPPT, en lot unique.

SOMMAIRE

Article 1. Objet du règlement de consultation

Article 2. Maître d'ouvrage

Article 3. Répartition en lots

Article 4. Conditions requises des concurrents

Article 5. Justification des capacités et des qualités des concurrents

Article 6. Prospectus, notices ou autres documents techniques

Article 7. Contenu des dossiers des concurrents

Article 8. Composition du dossier d'appel d'offres

Article 9. Demande d'éclaircissement ou de renseignement et information des concurrents

Article 10. Modification dans le dossier d'appel d'offres

Article 11. Dépôt et présentation des dossiers des concurrents.

Article 12. Retrait du dossier d'appel d'offres

Article 13. Délai de validité des offres

Article 14. Langue

Article 15. Monnaie de l'offre

Article 16. Dépenses encourues du fait de l'appel d'offres

Article 17. Evaluation des offres des concurrents.

Article 18. Résultat de l'appel d'offres



REGLEMENT DE CONSULTATION

Article 1. Objet du règlement de consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix ayant pour objet : **La mise à niveau de la salle des ouvertures et son locale archive au siège de l'OFPPT, en lot unique.**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 21, du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions conformes aux dispositions de l'article 21 du décret n° 2-22-431 précité et des autres articles du décret précité

Article 2. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

Article 3. Répartition en lots

Le présent appel d'offres est composé d'un lot unique.

Article 4. Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 précité :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publics ;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prises conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n° 2-22-431 précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.



Article 5. Justification des capacités et des qualités des concurrents

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et une offre financière. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - ✓ S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - ✓ S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - * une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - * un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - * l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - ✓ S'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
 - b) Déclaration sur l'honneur (annexe 2 ci-jointe),
 - c) Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire constituée par voie électronique selon les conditions du portail des marchés.
- NB : En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article 150 du décret n° 2-22-431 précité. Le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :
- 1) Au nom collectif du groupement ;
 - 2) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
 - 3) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux 1) et 2) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

+ La convention constitutive du groupement ou sa copie certifiée conforme à l'original prévue à l'article 150 du décret n° 2-22-431 précité. Cette dernière doit indiquer, notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et, le cas échéant, la répartition des prestations.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret n° 2-22-431 précité :

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties jugées suffisantes par le



P

comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné;
- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B - Le dossier technique comprend :

Le dossier technique comprend, tel que prévu à l'article 28, B.2 du décret n° 2-22-431 précité en raison de leur nature et de leur importance, les pièces suivantes :

- 1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation.

C – L'offre financière comprend :

- 1. L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à n°150 du décret n° 2-22-431 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire.

- 2. Le bordereau des prix - détail estimatif figurant dans le dossier d'appel d'offres. Les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres. En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Article 6. Prospectus, notices ou autres documents techniques

Les concurrents sont tenus de ;

- Présenter les fiches techniques, prospectus ou autres documents techniques pour **les items 1-2-3-4-5-6-7**
- Renseigner le canevas prévu au cahier des prescriptions techniques pour **les items 1-2-3-4-5-6-7**.

L'ensemble de ces documents sont mis dans un pli distinct déposé au plus tard le jour ouvrable précédant la date d'ouverture des plis contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception ou remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres. Ce pli doit

être fermé et porter de façon apparente la mention « prospectus, notices ou autres documents techniques ».

L'ensemble des documents précités doivent être cachetés sur toutes les pages et portant le numéro de l'appel d'offres et de l'item correspondant. En cas de groupement ces documents sont à signer par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire.

Les prospectus, notices ou autres documents techniques déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour et avant l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis. Le retrait des prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

Les concurrents ayant retiré leurs prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues ci-dessus.

NB : les prospectus, notices ou autres documents ne sont pas déposés par voie électronique (n'étant pas pris en charge via le portail des marchés publics).

Article 7. Contenu des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n° 2-22-431 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés :

Un dossier administratif précité à l'article 5 ci-dessus ;

Un dossier technique précité à l'article 5 ci-dessus ;

Une offre financière précitée à l'article 5 ci-dessus ;

Les prospectus, notices et autres documents techniques précités à l'article 6 ci-dessus.

Article 8. Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement (annexe1);
- d) Le modèle du bordereau des prix- détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur (annexe 2) ;
- f) Le présent règlement de la consultation.



Article 9. Demande d'éclaircissement ou de renseignement et information des concurrents

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours (7 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours (3 jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

Article 10. Modification dans le dossier d'appel d'offres

Conformément à l'alinéa 7 du de l'article 22 du décret n° 2.22.431 précité, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret n° 2.22.431 précité.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant au regard de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. Cette lettre doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier la demande de report. Si le maître d'ouvrage reconnaît le bien-fondé de la demande du concurrent dont il est saisi, il procède au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif qui est publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres. Il ne peut être procédé au report de la date de la séance d'ouverture des plis qu'une seule fois, quel que soit le concurrent qui le demande. Le maître d'ouvrage informe de ce report les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres.

Article 11. Dépôt et présentation des dossiers des concurrents.

Conformément aux dispositions de l'article 135 du décret n° 2-22-431 précité et aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés Publics, les dossiers doivent être présentés exclusivement par voie électronique via le portail des marchés publics.

Chacune des pièces, constituant la réponse du concurrent à la consultation, est insérée individuellement dans l'enveloppe électronique la concernant.

Le dossier présenté doit contenir deux enveloppes électroniques.

a) la première enveloppe électronique contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique prévus à l'article 5 du présent règlement, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés électroniquement et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

b) la deuxième enveloppe électronique contient l'offre financière.



NB : il demeure entendu que les prospectus, notices ou autres documents techniques sont mis dans un pli distinct qui n'est pas déposé par voie électronique et à remettre dans les conditions précisées à l'article 6 ci-dessus.

Article 12. Retrait du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Article 13. Délai de validité des offres

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante jours qui commence à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe. À cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a) les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b) les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;
- c) dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure

Article 14. Langue

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents avec le maître d'ouvrage seront rédigés en langue arabe ou française.

Article 15. Monnaie de l'offre

La monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirhams.

Article 16. Dépenses encourues du fait de l'appel d'offres

Le concurrent supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre au maître d'ouvrage qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 17. Evaluation des offres des concurrents.



L'évaluation des dossiers administratifs et techniques ainsi que l'offre financière se fera conformément aux dispositions de l'article 39, 42, 43 et 44 du Décret n° 2-22-431 précité.

Pour l'attribution du marché, le seul critère à prendre en considération, après l'admission des concurrents, est l'offre économiquement la plus avantageuse telle que définie à l'article 43 du Décret n° 2-22-431 précité.

Article 18. Résultat de l'appel d'offres

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres. Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux de l'organisme dont relève le maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours au moins.



Annexe 1 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A -Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Appel d'Offres Ouvert Simplifié sur offres de prix n° du àh.....min

Objet du marché : La mise à niveau de la salle des ouvertures et son locale archive au siège de l'OFPPT, en lot unique.

Passé en application de l'article 19 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques : (3)

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité) (1)
 Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, (1)
 Adresse du domicile élu :
 Numéro tél : Adresse électronique :
 Affilié à (4)..... sous le n° : (2)
 Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n° (2)
 n° de patente..... (2)
 Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise : (2)
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de

b) Pour les personnes morales (3)

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) (1)
 Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société) (1)
 au capital de :
 Adresse du siège social de la société.....
 adresse du domicile élu.....
 Numéro de tél :Fax.....
 adresse électronique :
 Affiliée à (4)..... sous le n°.....(2)
 Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....(2)
 N° de patente.....(2)
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de
 N° de taxe professionnelle (2)
 N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise :(2)

c) Pour les coopératives ou union de coopératives (3)

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de la coopérative) (1)
 Agissant au nom et pour le compte de..... (Dénomination de la coopérative ou de l'union de coopératives) au capital de:..... (1)
 Adresse du siège de la coopérative ou de l'union de coopératives.....
 Numéro de tél : Fax
 adresse électronique :
 Affiliée à (4)..... sous le n°.....(2)
 Inscrite au registre local du coopérative n°..... (Localité) sous le n°(2)
 N° de patente.....(2)
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), ouvert auprès de
 N° de taxe professionnelle
 N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise :(2)

d) Pour les auto-entrepreneur :

Je, soussigné (Prénom, nom) (1)
 Numéro de tél : adresse électronique :
 Affiliée à la CNSS sous le n°.....(3)



Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le n°(3)

N° de taxe professionnelle

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise :(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :
.....

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant total hors T.V.A. :(en lettres et en chiffres)

Taux de la TVA.....(en pourcentage)

Montant de la T.V.A. :(en lettres et en chiffres)

Montant total T.V.A. comprise :(en lettres et en chiffres)

Lorsque le marché est conclu avec un groupement :

- Part revenant au membre n° 1: (en lettres et en chiffres)
- Part revenant au membre n° 2: (en lettres et en chiffres)
- Part revenant au membre n° n: (en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte..... (À la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (5) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) (5) à.....(1) (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro... (6)

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

mettre : « Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes)

ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) pour les concurrents non installés au Maroc préciser la référence des documents équivalents ;

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(5) Supprimer la mention inutile.

(6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions



Annexe 2 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'Offres Ouvert Simplifié sur offres de prix n°.../2025 , sur offres des prix du/.../.... à ...h.. min.

Objet du marché : La mise à niveau de la salle des ouvertures et son locale archive au siège de l'OFPPT, en lot unique.

Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)
 Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
 Adresse du domicile élu :
 Numéro tél : Adresse électronique :
 Affilié à (4) sous le n° : (1)
 Inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le n° (1) n°
 de patente (1)
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5) (6) (RIB), ouvert auprès de
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

A. Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société) au
 capital de :
 Adresse du siège social de la société
 adresse du domicile élu
 Numéro de tél : Fax
 adresse électronique :
 Affiliée à (4) sous le n° (1)
 Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n° (1)
 N° de patente (1)
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5) (6) (RIB), ouvert auprès de
 N° de taxe professionnelle
 N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise : (1)
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

**B. Pour les coopératives ou union de coopératives**

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de la coopérative)
 Agissant au nom et pour le compte de Dénomination de la coopérative ou de l'union de coopératives)
 au capital de :
 Adresse du siège de la coopérative ou de l'union de coopératives
 Numéro de tél : Fax
 adresse électronique :
 Affiliée à (4) sous le n° (2)
 Inscrite au registre local du coopérative n° (Localité) sous le n° (2)
 N° de patente
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5) (6) (RIB), ouvert auprès de
 N° de taxe professionnelle
 N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise :
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

C. Pour les auto-entrepreneur :

Je, soussigné (Prénom, nom)
 Numéro de tél : adresse électronique :
 Affiliée à (4) sous le n° (2)
 Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le n° (2)
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5) (6) (RIB), ouvert auprès de
 N° de taxe professionnelle
 N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise :
 En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

a) Cas des établissements publics :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (dénomination de l'établissement).

Numéro de tél : adresse électronique :

Adresse du siège:

Affiliée à(4) sous le n°.....(2)

Inscrit au registre du commerce de(7).....(localité) sous le n°.....(2)

N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (5).....(6)(RIB), ouvert auprès de

N° de taxe professionnelle sous le numéro (8):

N° de l'Identifiant Commun de l'Entreprise (8) :

Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(5) numéro(6):

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

- Déclare sur l'honneur :

1. m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
2. que je remplie les conditions prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) et fixant les conditions et les formes de passation des marchés publics ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;
3. Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
4. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 151 du décret précité ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maitres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
 - à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)
5. m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
6. m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.
7. atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
8. atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt.
9. je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature tel que prévu à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics .
10. je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics , relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.


Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent



- (1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- (2) à supprimer le cas échéant.
- (3) Lorsque le CPS le prévoit.
- (4) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale
- (5) Supprimer la mention inutile.
- (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (7) Lorsque l'établissement public est assujéti à cette obligation
- (8) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

<p>Etablie par La Division des Affaires Générales</p> <p> Le Chef de la Division des Affaires Générales PI Zakaria BEKKARI</p>	<p>Vérifié par Le Service des Marchés</p> <p></p>
<p>LE SOUMISSIONNAIRE Lu et accepté</p>	<p>LE MAITRE D'OUVRAGE Abdeltif AOURAGH Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique</p> <p> Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique Abdeltif AOURAGH</p>

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)**



SOMMAIRE

ARTICLE 1	: OBJET DU MARCHE.
ARTICLE 2	: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.
ARTICLE 3	: AUTRES TEXTES APPLICABLES.
ARTICLE 4	: PRIX.
ARTICLE 5	: VARIATION DES PRIX.
ARTICLE 6	: DROITS DE TIMBRES.
ARTICLE 7	: DELAI D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD.
ARTICLE 8	: CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF.
ARTICLE 9	: MEMOIRE TECHNIQUE D'EXECUTION DES TRAVAUX
ARTICLE 10	: RECEPTION DES TRAVAUX
ARTICLE 11	: MODE ET DELAI DE REGLEMENT
ARTICLE 12	: MODALITES DE PAIEMENT
ARTICLE 13	: UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS.
ARTICLE 14	: BREVETS.
ARTICLE 15	: SOUS-TRAITANCE.
ARTICLE 16	: VALIDITE DU MARCHE.
ARTICLE 17	: DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.
ARTICLE 18	: ENGAGEMENT DE TITULAIRE.
ARTICLE 19	: DELAI ET RETENUE DE GARANTIE.
ARTICLE 20	: RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISoire ET DEFINITIF ET PAIEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE 21	: ASSURANCE ET RESPONSABILITES.
ARTICLE 22	: REGLEMENT DES CONTESTATIONS.
ARTICLE 23	: NANTISSEMENT.
ARTICLE 24	: RESILIATION DU MARCHE.
ARTICLE 25	: MESURES COERCITIVES
ARTICLE 26	: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS.
ARTICLE 27	: VERSEMENT A TITRE D'AVANCE AU TITULAIRE DU MARCHE
ARTICLE 28	: PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL
ARTICLE 29	: LIEU D'EXECUTION



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° / 2025.

Passé en application de l'article 19 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

d'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par sa Directrice Générale,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de (localité) sous le n° :

- Patente n° :

- N° d'identification fiscale

- n° de l'identifiant Commun de l'Entreprise :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES :**Article 1. Objet du marché et mode de passation**

Le présent marché a pour objet : **La mise à niveau de la salle des ouvertures et son locale archive au siège de l'OFPPT, en lot unique.**

Le présent marché est passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics.

Article 2. Documents constitutifs du marché

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- Les prospectus, notices ou autres documents techniques
- 5- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAGT), approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Article 3. Autres textes applicables

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Le Décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.
- Le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.
- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- La décision du ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
- L'arrêté du ministre délégué au profit de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Article 4. Prix

Il est formellement stipulé que l'Entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de la nature, des conditions et difficultés d'exécution du projet établi par le Maître d'ouvrage, avoir visité l'emplacement de la future construction, s'être rendu sur place et s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché.

Les prix établis par l'entrepreneur correspondent à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement, il comprend également tout percement, saignée, rebouchage, raccord de tout corps d'état et en général toute sujétion nécessaire pour une meilleure réalisation des ouvrages.

En supplément des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les ouvrages (main d'œuvre, matériaux, matériel, etc.), sont compris, notamment, dans les prix, les charges suivantes :

- L'élaboration des plans de pose afférents au projet ainsi que des plans de principe des diverses installations, leur validation par le MO
- L'organisation du chantier des travaux et les installations y afférentes ;
- L'implantation des ouvrages ;
- Les contrôles des matériaux tels que définis par les normes, les règlements en vigueur et les spécifications particulières du marché ;
- La totalité de la main d'œuvre de direction, de surveillance, et d'exécution des ouvrages, appointements, salaires, frais de voyage et de séjour, charges annexes, primes et indemnités de toute nature, etc.
- Les moyens à mettre en œuvre et les dépenses à engager pour assurer le fonctionnement sur place ;
- Les frais de branchement, de distribution et de consommation d'eau et d'électricité nécessaire à la réalisation des travaux pendant toute la durée du chantier ;
- Les frais d'amenée, de mise en œuvre, d'entretien, et de gardiennage du matériel nécessaire conforme à celui indiqué dans l'offre de l'Entrepreneur ;
- La fourniture et l'installation, le chauffage et l'éclairage de tous les baraquements à usage de logements, ateliers, magasins, bureaux, etc. aux emplacements qui seront désignés par le Maître d'ouvrage ;
- Les ouvrages permettant d'accéder aux différents points de travail et aux différentes installations de l'entreprise, y compris l'entretien en parfait état de viabilité desdits ouvrages et éventuellement des voies publiques ou privées empruntées par les engins de l'Entrepreneur durant les travaux ;
- L'enlèvement de toutes les installations de l'Entrepreneur en fin de chantier, fondations comprises, et de tous les dépôts de matériaux, terres, gravats, etc. y compris l'enlèvement des terres, déchets et autres matières provenant de l'exécution des travaux, la remise en état des lieux et le nettoyage de tous les ouvrages avant réception.

Conformément à l'article 5 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023, toutes les marques commerciales des produits ou fournitures prévues dans le cahier des spécifications techniques et le cahier de description des ouvrages ne sont données qu'à titre indicatif. L'entrepreneur aura le droit de présenter, soit les mêmes marques soit des marques similaires.

NB : L'entreprise adjudicataire doit engager à sa charge et à ses frais un Laboratoire agréé pour réaliser les prestations nécessaires au projet en question et qui consistent à réaliser les essais nécessaires conformément à l'article 22 cité ci-dessus.

Article 5. Variation des prix

En application de l'article 54 du C.C.A.G-T et conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité et de l'article 7 de l'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics, au cas où postérieurement à l'époque de base définie ci-dessous des variations sont constatées dans le cours de la main d'œuvre des matériaux des fournitures et des prestations, le montant des travaux exécutés sera révisé par application de la formule et des conditions suivantes :

$$\frac{P}{P_0} = [0,15 + 0,85 \frac{\text{Bat6}}{\text{Bat60}}]$$

P : est le prix révisé hors taxes de la prestation considérée ;

P0 : le prix initial hors taxes de cette même prestation.

Bat6 : est la valeur de l'Index du mois de la date de l'exigibilité de la révision. Relatif aux travaux tous corps d'état

Bat60 : est la valeur de l'index global relatif aux travaux tous corps d'état à l'époque de base

P /P0 : étant le coefficient de révision des prix.

L'époque de base correspond au mois de la date limite de remise des offres.



Article 6. Droits de timbres

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

Article 7. Délai d'exécution et pénalités de retard

Délai d'exécution :

Le délai contractuel pour l'exécution des prestations objet du présent marché est **de soixante (60) jours**. Il commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché. Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

Le délai que se réserve l'OFPPT pour la vérification de la conformité technique, n'est pas inclus dans le délai contractuel susmentionné.

Tout équipement jugé non conforme par l'OFPPT doit être remplacé, par le titulaire, dans le délai contractuel.

L'OFPPT s'engage à fournir au titulaire en temps voulu les documents de son ressort et qui sont nécessaires à l'accomplissement des formalités ci-dessus.

Pénalités de retard :

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations objet du marché dans le délai contractuel, il lui sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) du montant initial, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse et ce, par jour calendaire.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à huit pour cent (8)% du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Quand le montant des pénalités atteint ce plafond, l'autorité compétente se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAGT.

Article 8. Cautionnements provisoire et définitif

Le cautionnement provisoire qui reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire du marché dans les cas prévus par l'article 18 § 1 du CCAGT est :

▪ **Lot unique : cinq mille quatre cents (5 400 DH)**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAGT.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

N.B : Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements marocains après à cet effet conformément à la législation en vigueur

Article 9. Mémoire technique d'exécution des travaux

Dans un délai de quinze (15) jours) à partir de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, l'Entrepreneur remettra au Maître d'ouvrage un mémoire technique détaillé en trois exemplaires décrivant l'installation du chantier, le mode de réalisation des ouvrages et les moyens utilisés, accompagné du calendrier d'exécution des travaux selon lequel il s'engage à conduire les chantiers, comportant tous renseignements et justifications utiles.

Avant le démarrage de certaines phases de travaux, le Maître d'ouvrage pourra demander des notes d'information particulières complétant ce mémoire technique. L'Entrepreneur devra y répondre dans les délais requis.



Au cas où la cadence d'exécution des travaux deviendrait inférieure à celle prévue au dit dossier, l'administration fera application des mesures prévues à l'article 79 du C.C.A.G-T, même pour les délais partiels portés au planning.

Le Maître d'Ouvrage se réserve toutefois le droit sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité, de faire exécuter les travaux par tranches successives qui seront définies par ordre de service.

En cours d'exécution, il sera procédé périodiquement, chaque mois, à un examen commun avec le Maître d'ouvrage de la situation des travaux et des prévisions de l'Entrepreneur qui, à cette occasion, remettra au Maître d'ouvrage un programme de travaux.

Article 10. Réception des travaux

La réception ne pourra être prononcée qu'à l'achèvement de l'ensemble des travaux et de la remise en état des lieux, et après la livraison du dossier complet des plans de recollement objet de l'article 25 ci-dessous. La réception sera prononcée conformément à l'article 73 du CCAG-T.

Si au moment de la réception définitive, il est reconnu que certaines réserves concernant la réparation ou le remplacement de l'équipement défectueux ayant fait l'objet d'une Notification, le titulaire disposera d'un délai d'une semaine maximum pour réparer ou remplacer l'équipement déclaré défectueux.

Article 11. Mode et délai de règlement

a-mode de règlement

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires définis et établis pour chaque item par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix-détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

b-délai de règlement

En application de l'article 78-2 de loi n°69-21 relative aux délais de paiement, le délai de règlement des paiements est fixé à 120 jours.

Article 12. Modalités de paiement

Le titulaire adressera à l'Office les documents constituant le dossier de paiement suivants :

- Les Factures en cinq exemplaires originaux portant la date de la facture, le numéro de la facture, l'objet et le numéro du marché, le(s) site(s) bénéficiaire (s), l'arrêté du montant de la facture en chiffre et en lettre.
- Les bons de dépôt portant les dates de livraison dûment signé et cacheté par le représentant de l'OFPPT.
- Les bons de livraison portant la date d'enregistrement et les numéros des livres journal et inventaire.
- Les Copies du PV de vérification de conformité technique.
- Les attestations d'exonération en TVA.
- Les attestations des polices d'assurances de l'année de l'exécution du marché.
- Le planning prévisionnel de livraison
- Le PV de la formation si le marché le prévoit.

Les sommes dues au titulaire seront réglées sur son compte dont le numéro est précisé dans l'acte d'engagement.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

En application de l'article 78-2 de loi n°69-21 relative aux délais de paiement, le délai de règlement des paiements est fixé à 120 jours au maximum à compter de la date de facturation.



Le prestataire doit impérativement établir une facture conformément aux dispositions de l'article 146 du Code Général des Impôts et des dispositions de l'article 78-2 de la Loi 69-21.

Tout dépôt non conforme à la réglementation sera considéré comme nul et non avenue.

Le règlement des prestations réalisées ne devient exigible qu'à la suite de la constatation du service fait et le dépôt des factures auprès du bureau d'ordre de l'Office, au plus tard à la fin du mois de constatation du service fait ou du PV de réception.

Tout retard ou défaut de dépôt de la facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au MO dans le cadre la loi n° 69-21 précitée.

Article 13. Utilisation des documents contractuels et diffusion de renseignements.

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'O.F.P.P.T., ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, des plans, dessins, tracés, échantillons ou information fournis par l'O.F.P.P.T. ou en son nom et au sujet du marché à aucune personne autre qu'une personne employée par le titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'O.F.P.P.T, n'utilisera aucun des documents et aucune des informations énumérées dans le paragraphe précédent, si ce n'est pour l'exécution du marché.

Tout document, autre que le marché lui-même, énuméré dans le 1er paragraphe demeurera la propriété de l'O.F.P.P.T. et tous ses exemplaires seront renvoyés à l'O.F.P.P.T. sur sa demande, une fois les obligations contractuelles du titulaire exécutées.

Article 14. Brevets

Le titulaire garantira l'O.F.P.P.T, contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création industrielle résultant de l'emploi des équipements ou d'un de leurs éléments au MAROC.

Article 15. Sous-Traitance

Si le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du décret n °2-22-431.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les Prix qui représentent le corps d'état principal du marché sont : Prix n°1 et prix n°2.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 143 du décret n °2-22-431 précité.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.



Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Article 16. Validité du marché

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

Article 17. Délai de notification de l'approbation du marché

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Article 18. Engagement de titulaire

Le titulaire garantit que tout l'équipement livré en exécution du marché est neuf, n'a jamais été utilisé, est du modèle le plus récent en service et inclue toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériau sauf si le marché en a disposé autrement.

Le titulaire garantit en outre que tout l'équipement livré en exécution du marché n'aura aucune défectuosité due à sa conception, aux matériaux utilisés ou à sa mise en œuvre (sauf dans le cas où la conception et/ou le matériau requis par les spécifications du marché), qui peut se révéler pendant l'utilisation normale de l'équipement livré, dans les conditions prévalant dans les établissements de formation Professionnelles de l'OFPPT.

Les frais de récupération ou de remplacement des équipements défectueux sont à la charge exclusive de ce dernier.

Article 19. Délai et retenue de garantie

Compte tenu de la nature des prestations, il n'est prévu ni délai de garantie ni retenue de garantie.

Article 20. Restitution des cautionnements provisoire et définitif

En application des dispositions de l'article 19 du CCAGT, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAGT, à la suite d'une mainlevée donnée par l'OFPPT dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des prestations objet du marché.

Article 21. Assurance et responsabilités

En application des dispositions de l'article 25 du CCAGT, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

Article 22. Règlement des contestations

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 81, 82 et 84 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAGT). Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la



juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative, conformément à l'article 83 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAGT).

Article 23. Nantissement

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

+ La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'O.F.P.P.T ou son délégataire.

+ Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficier des nantissements ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire.

+ Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

Article 24. Résiliation du marché

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur (le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016) - CCAGT et du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Article 25. Mesures coercitives

Il sera fait application des mesures coercitives prévues la CCAG-T, notamment celle prévues par son chapitre VIII et l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Article 26. Lutte contre la fraude, la corruption et le conflit d'intérêts

Tout intervenant dans les procédures de passation des marchés, à quelque titre que ce soit, doit préserver son indépendance vis-à-vis des concurrents et s'abstenir d'accepter de leur part tout avantage ou gratification ou d'entretenir avec eux toute relation de nature à compromettre son objectivité et son impartialité, comme prévu par l'article 162 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Article 27. Versement à titre d'avance au titulaire du marche

Conformément au décret n° 2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, aucune avance n'est accordée au titre du présent marché.

Article 28. Promotion de l'emploi local

L'entrepreneur s'engage conformément à l'article 149 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le taux de recours à la main-d'œuvre locale est fixé à 20% de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune, lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.



Article 29. Lieu d'exécution

Toutes les prestations objet du présent marché seront exécutées au siège de l'OFPPT sis intersection de la route B.O n° 50 et la route nationale 11 –Sidi Maârouf –Casablanca.

Avant de commencer l'exécution, le titulaire doit transmettre à l'OFPPT :

- Un planning prévisionnel de travaux une fois l'ordre de service de commencement est notifié.
- Le programme des travaux au moins 15 jours avant le début de leur exécution.

Toutes les opérations ou travaux nécessaires pour l'exécution des prestations objet de ce marché sont à la charge exclusive du titulaire et sont effectuées sous sa responsabilité



CHAPITRE II : CLAUSES ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES

La mise à niveau de la salle des ouvertures et son locale archive au siège de l'OFPPT, en lot unique

Item N°	Désignation et Caractéristiques techniques
1	<p>Fourniture et installation des travées de rayonnage avec fond et parois pleins</p> <p>Dimensions : Largeur 930mm profondeur 430mm hauteur 2500 mm 5 tablettes au minimum, soit 4 niveaux de classement au minimum.</p> <p>Montant : Une seule pièce en continu, en tôle d'acier ST12-03 d'épaisseur 12/10 mm, tôle pliée à 90° sur la face arrière et sur la face avant (externe-utilisateur) est un pliage sous forme de roulé formant une poutre ronde non soudée de diamètre 22 mm qui assure une grande rigidité à l'ensemble (il ne s'agit pas de tube rapporté ou soudé). Munies de 2 rangées de trous permettant le réglage en hauteur des tablettes tous les 32mm. Finition Peinture époxy.</p> <p>Socle : En tôle d'acier ST12-03 d'Epaisseur 12/10mm, fixée aux montants par des vis, profondeurs utiles de 400mm. Finition Peinture époxy.</p> <p>Dessus : En tôle d'acier ST12-03 d'Epaisseur 10/10mm, fixé aux montants par des vis, munis à l'avant et à l'arrière d'un rebord triplé de dimension 33x11.5x8.5mm renforçant le dessus. Finition Peinture époxy.</p> <p>Fonds : Fond plein en tôle d'acier ST 12-03 d'épaisseur 8/10 fixée aux montants par des vis. Finition Peinture Époxy.</p> <p>Tablettes : De construction identique à celle des dessus, avec porte étiquette en 7/10 mm sont soudées sur la face extérieure de chaque tablette sous forme de C larg. 27 mm avec 2 plis à 45° d'environ 3 mm, équipé par deux renforts soudés pour des charges plus élevées uniformément réparties de 150 kg à 200 kg par tablette.</p> <p>Installation : La fixation et la stabilisation de l'installation par des moyennes appropriés validé par le MO et selon les normes en vigueur est à la charge de titulaire</p>
2	<p>Fourniture et pose de cloison amovible en cadre aluminium et panneaux HPL:</p> <p>L'ossature aluminium. Ainsi, les remplissages pleins sont composés de 3 parties une première peau externe décorative, une couche d'isolant (type laine de verre), une deuxième peau externe décorative.</p> <p>Isolation par remplissage d'une garniture de laine de roche ou de verre entre panneaux.</p> <p>La structure doit être similaire à l'existant en matériaux et en couleur.</p> <p>Structure de la Cloison : Ossature :L'ossature devra être composée de lisses et d'encadrement en aluminium traité conformément aux règles de l'art et au DTU, couleur et finition de surface au choix de maître d'ouvrage, y compris renforcement. L'ensemble sera fixé au sol, murs, poteaux, et plancher à l'aide de chevilles taraudées</p> <p>Panneaux de Remplissage : Extérieur : Panneaux stratifiés haute pression (HPL) avec finition texture bois chêne claire, selon les exigences de rigidité et d'esthétique : Masse volumique $\geq 1,35 \text{ g/cm}^3$ (EN ISO 1183-1)</p>



Item N°	Désignation et Caractéristiques techniques
	<p>Durable, résistant à : (abrasion, moisissure, fissuration, rayure, produit chimique, Chaleur jusqu'à 100 °C) Revêtement polyvalent et robuste adapté aux milieux très exposés Nettoyage rapide et facile Surface non poreuse Epaisseur ≥0,9mm Matériaux Intérieurs de la Cloison : Intérieure : Panneau en aggloméré haute densité (HDF) pour une meilleure isolation acoustique et solidité accrue.</p> <p>Isolant acoustique : Laine de roche pour une absorption phonique élevée et une bonne résistance au feu et mousse acoustique pour éviter la réverbération des sons Le titulaire devra inclure dans son prix unitaire l'ensemble des pièces et éléments de jonctions avec les ouvrages adjacents à savoir : les prises téléphoniques et électriques, les grilles et les thermostats de climatisation et y compris dépose et réinstallation d'un vidéoprojecteur dans un endroit à déterminer par le MO</p>
3	<p>Peinture mural vinylique Fourniture et pose d'une peinture acrylique blanche, mate et très lisse sur peinture décapée, enduit lisse recevront les murs et plafonds intérieurs au mortier, mouluré ou crépis, sans plus-value, exécutée comme suit : Décapage total et systématique de la peinture ; Egrenage. Brossage. - Impression constituée par une couche d'imperméabilisation - Appliquer une couche de peinture à base de copolymères acryliques en phase aqueuse diluée à 10% d'eau, passée au rouleau. - Enduisage et ratissage avec 2 couches croisées d'enduit pâte à base d'émulsion de copolymères vinyliques, - Application d'une couche supplémentaire d'enduit - Ponçage. - Application d'une 1ère couche d'une peinture acrylique blanche, mate et très lisse diluée à 10%, passées au rouleau, en respectant un temps de séchage de douze heures minimums. - Application d'une 2ème couche de une peinture acrylique blanche, mate et très lisse pure, non diluée, croisées, passées au rouleau, teinte au choix du MO. Cette peinture sera réelle, tous vides déduits, y compris fournitures, façon, échafaudages, main d'œuvre et toutes sujétions.</p>
4	<p>Peinture vinylique plafond Fourniture et pose d'une peinture Les murs et plafonds intérieurs recevront une peinture acrylique blanche, mate et très lisse, sur peinture décapée, enduit lisse au mortier, mouluré ou crépis, sans plus-value, exécutée comme suit : Décapage total et systématique de la peinture ; Egrenage. Brossage. - Impression constituée par une couche d'imperméabilisation. - Appliquer une couche d'une peinture à base de copolymères acryliques en phase aqueuse diluée à 10% d'eau, passée au rouleau. - Enduisage et ratissage avec 2 couches croisées d'enduit pâte à base d'émulsion de copolymères vinyliques. - Application d'une couche supplémentaire d'un enduit en pâte vinylique de haute qualité. - Ponçage. - Application d'une 1ère couche de une peinture acrylique blanche, mate et très lisse diluée à 10%, passées au rouleau, en respectant un temps de séchage de douze heures minimum. - Application d'une 2ème couche de une peinture acrylique blanche, mate et très lisse pure ou similaire , non diluée, croisées, passées au rouleau, teinte choix du MO.</p>



Item N°	Désignation et Caractéristiques techniques
	Cette peinture sera réelle, tous vides déduits, y compris fournitures, façon, échafaudages, main d'œuvre et toutes sujétions.
5	Peinture décorative Peinture décorative en effet Béton ciré y compris préparation de surface, application de finition et cirage.
6	Fourniture et pose de Porte Fourniture et pose Porte HPL au choix de maître d'ouvrage isoplane préfabriqué 1 ^{er} choix à un vantail de 210cm*93 cm ouvrant à la française y compris Kit complet serrure et paumelles avec accessoires et barillet chromé brillant compatible à la porte (bouton de verrouillage tubulaire série Nova Meroni ou équivalent) main d'œuvre et toutes sujétions ;
7	Luminaire type 3 panel Fourniture et pose de panel led de 48W ,60*60 avec un éclairage du jour 6500 kelvin



B

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
<p><u>Lu et accepté</u></p>	<p>Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique</p> <p>Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique</p> <p>Abdeltif AOURAGH</p>



Annexe :
Spécifications techniques des fournitures
proposées
Par le concurrent pour le lot unique



La mise à niveau de la salle des ouvertures et son locale archive au siège de l'OPPPT, en lot unique

N.B : les soumissionnaires sont invités à remplir la case <<Proposition du soumissionnaire >> en précisant les caractéristiques du matériel proposé. Tout article ne répondant pas aux spécifications demandées sera déclaré non-conforme.

Les colonnes Désignations et caractéristiques techniques et Appréciation de l'administration >> ne doivent pas être renseignées ou modifiées.

Les marques commerciales, références au catalogue, appellation, brevet, conception, type, origine ou producteurs particuliers qui sont spécifiés au niveau de « Désignation et caractéristiques techniques » ne le sont qu'à défaut d'autre moyen suffisamment précis et intelligible de décrire les caractéristiques des prestations requises. Les prestations ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité au moins égales à celles qui sont exigées seront jugées conformes.

Le concurrent est tenu de renseigner pour chaque item, la marque, la référence et les caractéristiques des fournitures proposées et ce, dans le cadre de la colonne « Proposition du soumissionnaire » et la ligne correspondante à l'item.

Les valeurs des dimensions, longueurs, capacités, Doivent être renseignées d'une manière précise dans la colonne « Proposition du soumissionnaire ».

Item N°	Désignation et Caractéristiques techniques	Proposition du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
1	<p>Fourniture et installation des travées de rayonnage avec fond et parois pleins</p> <p>Dimensions :</p> <p>Largeur 930mm profondeur 430mm hauteur 2500 mm 5 tablettes au minimum, soit 4 niveaux de classement au minimum.</p> <p>Montant :</p> <p>Une seule pièce en continu, en tôle d'acier ST12-03 d'épaisseur 12/10 mm, tôle pliée à 90° sur la face arrière et sur la face avant (externe-utilisateur) est un pliage sous forme de roulé formant une poutre ronde non soudée de diamètre 22 mm qui assure une grande rigidité à l'ensemble (il ne s'agit pas de tube rapporté ou soudé).</p> <p>Munies de 2 rangées de trous permettant le réglage en hauteur des tablettes tous les 32mm.</p> <p>Finition Peinture époxy.</p> <p>Socle :</p> <p>En tôle d'acier ST12-03 d'Epaisseur 12/10mm, fixée aux montants par des vis, profondeurs utiles de 400mm. Finition Peinture époxy.</p> <p>Dessus :</p> <p>En tôle d'acier ST12-03 d'Epaisseur 10/10mm, fixé aux montants par des vis, munis à l'avant et à l'arrière d'un rebord triplé de dimension 33x11.5x8.5mm renforçant le dessus. Finition Peinture époxy.</p> <p>Fonds :</p> <p>Fond plein en tôle d'acier ST 12-03 d'épaisseur 8/10 fixée aux montants par des vis. Finition Peinture Époxy.</p> <p>Tablettes :</p>		



Handwritten signature in blue ink.

Item N°	Désignation et Caractéristiques techniques	Proposition du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
	<p>De construction identique à celle des dessus, avec porte étiquette en 7/10 mm sont soudées sur la face extérieure de chaque tablette sous forme de C larg. 27 mm avec 2 plis à 45° d'environ 3 mm, équipé par deux renforts soudés pour des charges plus élevées uniformément réparties de 150 kg à 200 kg par tablette.</p> <p>Installation :</p> <p>La fixation et la stabilisation de l'installation par des moyennes appropriés validé par le MO et selon les normes en vigueur est à la charge de titulaire</p> <p>Fourniture et pose de cloison amovible en cadre aluminium et panneaux HPL:</p> <p>L'ossature aluminium. Ainsi, les remplissages pleins sont composés de 3 parties une première peau externe décorative, une couche d'isolant (type laine de verre), une deuxième peau externe décorative.</p> <p>Isolation par remplissage d'une garniture de laine de roche ou de verre entre panneaux.</p> <p>La structure doit être similaire à l'existant en matériaux et en couleur.</p> <p>Structure de la Cloison :</p> <p>Ossature : L'ossature devra être composée de lisses et d'encadrement en aluminium traité conformément aux règles de l'art et au DTU, couleur et finition de surface au choix de maître d'ouvrage, y compris renforcement. L'ensemble sera fixé au sol, murs, poteaux, et plancher à l'aide de chevilles taraudées</p> <p>Panneaux de Remplissage :</p> <p>Extérieur :</p> <p>Panneaux stratifiés haute pression (HPL) avec finition texture bois chêne claire, selon les exigences de rigidité et d'esthétique :</p> <p>Masse volumique $\geq 1,35 \text{ g/cm}^3$ (EN ISO 1183-1)</p> <p>Durable, résistant à : (abrasion, moisissure, fissuration, rayure, produit chimique, Chaleur jusqu'à 100 °C)</p> <p>Revêtement polyvalent et robuste adapté aux milieux très exposés</p> <p>Nettoyage rapide et facile</p> <p>Surface non poreuse</p> <p>Epaisseur $\geq 0,9 \text{ mm}$</p>		



Item N°	Désignation et Caractéristiques techniques	Proposition du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
	<p>Matériaux Intérieurs de la Cloison :</p> <p>Intérieure : Panneau en aggloméré haute densité (HDF) pour une meilleure isolation acoustique et solidité accrue.</p> <p>Isolant acoustique : Laine de roche pour une absorption phonique élevée et une bonne résistance au feu et mousse acoustique pour éviter la réverbération des sons</p> <p>Le titulaire devra inclure dans son prix unitaire l'ensemble des pièces et éléments de jonctions avec les ouvrages adjacents à savoir : les prises téléphoniques et électriques, les grilles et les thermostats de climatisation et y compris dépose et réinstallation d'un vidéoprojecteur dans un endroit à déterminer par le MO</p>		
3	<p>Peinture mural vinylique</p> <p>Fourniture et pose d'une peinture acrylique blanche, mate et très lisse sur peinture décapée, enduit lisse recevront les murs et plafonds intérieurs au mortier, mouluré ou crépis, sans plus-value, exécutée comme suit :</p> <p>Décapage total et systématique de la peinture ;</p> <p>Egrenage.</p> <p>Brossage.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impression constituée par une couche d'imperméabilisation - Appliquer une couche de peinture à base de copolymères acryliques en phase aqueuse diluée à 10% d'eau, passée au rouleau. - Enduisage et ratissage avec 2 couches croisées d'enduit pâte à base d'émulsion de copolymères vinyliques, - Application d'une couche supplémentaire d'enduit - Ponçage. - Application d'une 1ère couche d'une peinture acrylique blanche, mate et très lisse diluée à 10%, passées au rouleau, en respectant un temps de séchage de douze heures minimums. - Application d'une 2ème couche de une peinture acrylique blanche, mate et très lisse pure, non diluée, croisées, passées au rouleau, teinte au choix du MO. <p>Cette peinture sera réelle, tous vides déduits, y compris fournitures, façon, échafaudages, main d'œuvre et toutes sujétions.</p>		
4	<p>Peinture vinylique plafond</p> <p>Fourniture et pose d'une peinture Les murs et plafonds intérieurs recevront une peinture acrylique blanche, mate et très lisse, sur peinture décapée, enduit lisse au mortier, mouluré ou</p>		

Item N°	Désignation et Caractéristiques techniques	Proposition du soumissionnaire	Appréciation de l'administration
	<p>crépis, sans plus-value, exécutée comme suit :</p> <p>Décapage total et systématique de la peinture ;</p> <p>Egrenage.</p> <p>Brossage.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impression constituée par une couche d'imperméabilisation. - Appliquer une couche d'une peinture à base de copolymères acryliques en phase aqueuse diluée à 10% d'eau, passée au rouleau. - Enduisage et ratissage avec 2 couches croisées d'enduit pâte à base d'émulsion de copolymères vinyliques. - Application d'une couche supplémentaire d'un enduit en pâte vinylique de haute qualité. - Ponçage. - Application d'une 1ère couche de une peinture acrylique blanche, mate et très lisse diluée à 10%, passées au rouleau, en respectant un temps de séchage de douze heures minimum. - Application d'une 2ème couche de une peinture acrylique blanche, mate et très lisse pure ou similaire , non diluée, croisées, passées au rouleau, teinte choix du MO. <p>Cette peinture sera réelle, tous vides déduits, y compris fournitures, façon, échafaudages, main d'œuvre et toutes sujétions.</p>		
5	<p>Peinture décorative</p> <p>Peinture décorative en effet Béton ciré y compris préparation de surface, application de finition et cirage.</p>		
6	<p>Fourniture et pose de Porte</p> <p>Fourniture et pose Porte HPL au choix de maître d'ouvrage isoplane préfabriqué 1^{er} choix à un vantail de 210cm*93 cm ouvrant à la française y compris Kit complet serrure et paumelles avec accessoires et barillet chromé brillant compatible à la porte (bouton de verrouillage tubulaire série Nova Meroni ou équivalent) main d'œuvre et toutes sujétions ;</p>		
7	<p>Luminaire type 3 panel</p> <p>Fourniture et pose de panel led de 48W ,60*60 avec un éclairage du jour 6500 kelvin</p>		



BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

Objet : La mise à niveau de la salle des ouvertures et son locale archive au siège de l'OFPPPT, en lot unique

Item N°	Désignation et Caractéristiques techniques	Unité	Quantité	Prix Unitaire En HTVA En chiffre	Prix Total En HTVA En chiffre
1	Fourniture et installation des travées de rayonnage avec fond et parois pleins	U	40		
2	Fourniture et pose de cloison amovible en cadre aluminium et panneaux HPL	m²	74		
3	Peinture mural vinylique	m²	213		
4	Peinture vinylique plafond	m²	150		
5	Peinture décorative	m²	150		
6	Fourniture et pose de Porte	U	3		
7	Luminaire type 3 panel	U	6		
Montant Total en HTVA=					
Total de la TVA (Taux %)=					
Montant Total en TTC =					

Signature et cachet du concurrent



Fait à le